



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Quelles démographies pour d'éventuelles nouvelles décennies de déprise ou pour une reprise agricole ?

Philippe Collomb

Résumé

Les taux de remplacement des générations d'agriculteurs observés durant les décennies d'après la seconde guerre mondiale étaient-ils prévisibles ? On évalue l'importance du sous-prolétariat rural en comparant, dans chaque département, la surface moyenne des exploitations avec celle des superficies minimum d'installation et on trouve une bonne corrélation négative entre ce chiffre et le taux de renouvellement. On montre ainsi le lien qui existe entre exode et pauvreté rurale. Existe-t-il une relation réciproque entre pauvreté et chômage urbain, d'un côté, retour à la terre, de l'autre ? C'est beaucoup moins sûr, parce que, de nos jours, il est impossible à un pauvre de devenir agriculteur. De ce fait, les conditions sont différentes et l'avenir plus incertain.

Abstract

Was the post World War II farm replacement rate predictable in France ? It is actually possible to relate rural poverty with low replacement rates, in a cross section analysis, using the minimum installation surface (as determined by local communities) as the threshold for the definition of the poor. Is it possible to predict the opposite movement from town to countryside, using unemployment rates as a proxy to urban poverty ? This is less obvious for, by now, a poor cannot be a farmer anymore ? Thus, the preceding situation is not reversible, which makes future less predictable.

Citer ce document / Cite this document :

Collomb Philippe. Quelles démographies pour d'éventuelles nouvelles décennies de déprise ou pour une reprise agricole ?. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 88-91;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4200>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4200

Fichier pdf généré le 08/05/2018

QUELLES DÉMOGRAPHIES POUR D'ÉVENTUELLES NOUVELLES DÉCENNIES DE DÉPRISE OU POUR UNE REPRISE AGRICOLE ?

Philippe COLLOMB*

Résumé** :

Les taux de remplacement des générations d'agriculteurs observés durant les décennies d'après la seconde guerre mondiale étaient-ils prévisibles ? On évalue l'importance du sous-prolétariat rural en comparant, dans chaque département, la surface moyenne des exploitations avec celle des superficies minimum d'installation et on trouve une bonne corrélation négative entre ce chiffre et le taux de renouvellement. On montre ainsi le lien qui existe entre exode et pauvreté rurale. Existe-t-il une relation réciproque entre pauvreté et chômage urbain, d'un côté, retour à la terre, de l'autre ? C'est beaucoup moins sûr, parce que, de nos jours, il est impossible à un pauvre de devenir agriculteur. De ce fait, les conditions sont différentes et l'avenir plus incertain.

WHICH DEMOGRAPHIES FOR NEW POSSIBLE DECADES OF DECLINE OR FOR AN AGRICULTURAL RENEWAL ?

Summary** :

Was the post World War II farm replacement rate predictable in France ? It is actually possible to relate rural poverty with low replacement rates, in a cross section analysis, using the minimum installation surface (as determined by local communities) as the threshold for the definition of the poor. Is it possible to predict the opposite movement from town to countryside, using unemployment rates as a proxy to urban poverty ? This is less obvious for, by now, a poor cannot be a farmer anymore ? Thus, the preceding situation is not reversible, which makes future less predictable.

La population rurale a connu aux dix-neuvième et vingtième siècles une longue période de décroissance. Cette tendance se prolongea durant les deux ou trois décennies qui suivirent la seconde guerre mondiale. A de rares exceptions (publications de H. de Farcy et de M. Groussard, alors directeur du CNASEA), presque tous les observateurs s'accordaient pour prévoir la poursuite de cette décroissance durant les années soixante-dix, quatre-vingt et quelquefois au-delà. J.-Cl. Bontron et Nicole Mathieu (1968) furent les seuls à argumenter techniquement l'imminence d'un renouveau partiel du monde rural dès la fin des années soixante et à localiser géographiquement ce renouveau.

La tendance s'est inversée au début des années soixante-dix. D. Courgeau l'a démontré en s'appuyant sur une

analyse fine des résultats du recensement de 1975 (1978 et 1982). Il montre maintenant, à l'aide de résultats d'enquêtes de l'INSEE, que le renouveau du monde rural va se prolonger encore quelque temps, alors qu'il paraît s'être interrompu aux Etats-Unis.

Nous sommes donc dans l'incertitude propre aux périodes d'inversion de tendance. Là réside d'ailleurs le véritable travail prédictif qui s'attache plus à la prévision de ces inversions de tendance relativement rares, qu'à celle de leur poursuite. L'art est difficile car il s'agit de déceler les évolutions liées aux évolutions que l'on souhaite prévoir ; de préférence parmi celles-ci, celles qui précèdent ce que l'on souhaite prévoir ; et si possible parmi ces dernières, celles qui provoquent l'évolution des phénomènes que l'on souhaite prévoir.

* INED.

** N.D.L.R. : les résumés ont été établis par la Rédaction.

Peu de recherches ont été effectuées dans ce sens. Ce renouveau du monde rural a-t-il résulté principalement d'une plus grande accessibilité du monde rural ? Dans quelle mesure s'explique-t-il par un surcroît de répulsivité du mode de vie urbain ? A-t-il été engendré par l'amélioration des conditions de vie rurale ? L'amélioration des conditions de vie et d'habitat des agriculteurs résultant du départ des plus pauvres d'entre eux, mais aussi de l'accroissement des volumes agricoles exportés autorisé par l'ouverture du marché commun agricole etc., a-t-il rendu le monde rural moins répulsif à l'habitant des villes ? Ces questions restent pour le moment sans réponse.

La situation est d'autant moins aisée que le couperet du recensement de 1990 va statuer sur le bien-fondé des hypothèses formulées çà et là à ce sujet. Le directeur de la DATAR n'a-t-il pas présenté les résultats à venir de ce recensement comme déjà acquis lors de la table ronde sur l'équilibre entre population et environnement réunie à l'occasion de la journée du Haut Conseil de la Population et de la Famille, « Avenir de la population », le 5 avril 1990 : selon lui, le mouvement de déconcentration de la population observé lors du recensement de 1982 qui résultait de la récession économique est maintenant terminé et fait place à un renouveau de la concentration urbaine.

Nous nous intéressons à la population agricole qui est, comme chacun sait, minoritaire au sein du peuplement rural. Le devenir de cette population est intéressant en dépit de sa faible importance numérique, ceci, tant au plan démographique qu'au plan économique (indépendamment de l'intérêt sociologique qu'il convient de lui porter). En effet, une nouvelle crise de l'économie agricole française (en particulier de ses exportations) pourrait entraîner de nouvelles diminutions de ses effectifs, accentuer la désertification des campagnes françaises, accroître le chômage, déstabiliser les autres secteurs de l'économie nationale, etc. La question est d'autant plus importante que l'on s'interroge maintenant sur l'effet de l'ouverture des marchés des pays de l'Est sur la production et l'emploi agricole et sur l'évolution de la démographie rurale française.

Cette communication vise à répondre à la question suivante : *Les taux de remplacement des générations d'agriculteurs observés durant les décennies d'après seconde guerre mondiale étaient-ils prévisibles ?* Comme nous allons le constater, *la réponse est positive en raison du bien-fondé de l'hypothèse de maintien des tendances passées (1).*

UN SOUS-PROLÉTARIAT PAYSAN IMPORTANT AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La proportion d'actifs agricoles des générations masculines françaises diminue depuis plus d'un siècle. On observait néanmoins, il y a encore 50 ans, une augmentation de cette proportion durant la seconde moitié de la vie active, augmentation qui semble avoir été de plus en plus tardive depuis le début du siècle. Plus que de véritables « retours », il s'agissait sans doute d'activités agricoles initialement « secondaires », qui devenaient « principales » chez des hommes ayant une double activité. Ce

phénomène cessa avec la reconstruction de l'économie française et la recherche de productivité agricole qui caractérisa particulièrement les lendemains de la seconde guerre mondiale (J.-F. Royer, 1975). Amenuisement des générations de fils d'agriculteurs, défaut d'entrées dans l'activité agricole et cessations plus ou moins précoces d'activité se sont conjugués, expliquant cette nouvelle situation.

L'image du paysan était alors celle d'un personnage près de ses sous qui dissimulait ses richesses derrière une tenue usagée, un intérieur peu avenant, souvent malodorant. Revenait le plus souvent l'image de la lessiveuse pleine de billets de banque, ou celle du bas de laine plein de pièces d'or. Ce portrait s'appliquait à une France paysanne qui sortait d'une courte période de retour à la terre de temps de guerre et que l'on soupçonnait avoir mis à profit la pénurie en alimentant le marché noir. Il était peu ressemblant. Bon nombre de paysans vivaient en fait misérablement arrivant tout juste à nourrir leur famille. La trésorerie des ménages provenait de vente des produits du potager et du poulailler de la ménagère. L'agriculteur arrivait à peine à maintenir son exploitation dans le flot de l'évolution économique générale, mais ne pouvait assurer sa famille en cas de maladie, ni cotiser pour la retraite.

Ainsi un nombreux sous-prolétariat agricole demeurait attaché à la terre lors du recensement agricole de 1955, attendant la mort à défaut de retraite et recommandant à ses enfants de ne point prendre sa suite, tant leur sort leur paraissait peu enviable par comparaison avec celui des habitants des villes voisines ou plus lointaines. L'importance de ce sous-prolétariat pouvait-elle expliquer le défaut de renouvellement de la population agricole ? La question se pose à l'évidence ; mais comment mesurer son importance ?

Le ministère de l'Agriculture entreprit en 1951 et 1958 deux enquêtes (voir circulaire n° 107 du 20 décembre 1957). Ces enquêtes concernaient le marché des exploitations et les conditions d'établissement à la terre dans les différentes régions françaises. Elles répondaient à un souci d'information des pouvoirs publics inquiets de la diminution continue du nombre des exploitations, des difficultés d'établissement venant de l'importance croissante des capitaux nécessaires à l'installation comme exploitant et des dispositions du traité de Marché commun relatives à la libre circulation des personnes.

« Les renseignements quantitatifs obtenus proviennent, suivant les départements, d'enquêtes à l'échelon communal ou des renseignements fournis par un ou plusieurs des organismes ou personnes énumérés ci-dessous : Direction Départementale de l'Agriculture, Caisse Régionale de Crédit Agricole, Organismes de Mutualité Sociale Agricole, Chambre des Notaires, Mouvements de Jeunesse Rurale, hautes personnalités diverses du milieu rural, représentants de la profession agricole, intermédiaires immobiliers ».

Ces enquêtes fournissent en particulier une « superficie minimum nécessaire pour constituer une exploitation de chaque type existant dans le département ». Cette information ne peut s'entendre comme représentative de la superficie minimum de l'exploitation viable du type considéré. En l'absence de normes précises pour déterminer les différents types d'exploitations, la procédure de

1. Ce sont là les premiers résultats de l'opération menée par l'INED sous le nom « Fresque dynamique du peuplement agricole français contemporain ».

l'enquête repose sur des appréciations personnelles. La variabilité intra-départementale de ces superficies minimum est probablement mieux maîtrisée que la variabilité inter-départementale car elle est appuyée sur une solide expérience de terrain des diversités départementales, la comparaison entre départements n'étant pas assurée. Ces superficies minimum suffisent néanmoins pour évaluer très grossièrement le nombre d'exploitations de taille insuffisante de chaque département ; ceci pour deux raisons :

1. La superficie des exploitations avait encore dans les années cinquante une importance primordiale car les élevages hors-sol n'en étaient, à cette époque, qu'à leurs débuts ;
2. on a pu améliorer la cohérence inter-départementale des estimations de superficies minimum ressortant de ces deux enquêtes. Il convient pour cela d'utiliser les informations du même type émanant des opérations ultérieures qui ont mieux respecté la cohérence inter-départementale. Elles permettent en effet d'estimer les données manquantes ou celles manifestement incohérentes (2).

Nous avons évalué le nombre des exploitations comportant moins du cinquième de la superficie minimum nécessaire en 1955. Réduit du nombre des exploitations disposant d'au moins un cinquième de la superficie minimum nécessaire en vignes ou en cultures maraîchères, l'effectif obtenu est celui des exploitations condamnant leurs bénéficiaires à un sous-prolétariat dans la mesure où ces derniers ne disposaient d'aucun autre élément de revenu, ce qui était généralement le cas. Rapporté au nombre total des exploitations recensées, on obtient une évaluation de l'importance du sous-prolétariat ainsi défini à gros traits : 412 mille exploitations soit 18 % au recensement de 1955. La représentation cartographique départementale de ce résultat met en évidence une forte auto-corrélation spatiale. Le quintile supérieur est en effet regroupé en 6 ensembles de départements, deux d'entre eux n'étant constitués que d'un département.

On peut construire selon le même principe une carte du sous-prolétariat paysan à partir des données plus anciennes (l'enquête agricole de 1929 par exemple). La morphologie de la carte ainsi obtenue est semblable à celle constituée à partir des données de 1955.

LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS D'AGRICULTEURS

La génération parvenue à l'âge de prendre la succession de ses pères en 1946 (générations 1896-1905) ne trouva elle-même successeur que dans la moitié des cas parmi la génération 1925-1934 saisie au recensement de 1982 : 52 % des paysans n'eurent pas de successeurs. Les fils qui reprirent le bien paternel eurent à nouveau à faire passer la modernisation et l'extension de leur exploitation avant l'amélioration de leurs conditions de vie, le tracteur avant l'automobile, l'arrachage des haies avant les loisirs ou les vacances. La représentation cartographique départemen-

tales de ce résultat se caractérise par une forte auto-corrélation spatiale. Le quintile supérieur est regroupé en 5 ensembles de départements, deux d'entre eux n'étant constitués que d'un département.

La morphologie de cette carte est très proche de la précédente : à sous-prolétariat nombreux, faible taux de remplacement de générations d'agriculteurs (Ardennes, Aube, Cantal, Marne, Mayenne, Tarn-et-Garonne, etc.) ; à sous-prolétariat réduit, meilleur remplacement des générations d'agriculteurs (Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Ariège, Hérault, Moselle, Puy-de-Dôme, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Essonne, Val-d'Oise, Yvelines, etc.).

L'estimation linéaire du taux de renouvellement à partir de la proportion de sous-prolétariat paysan rend compte des trois cinquièmes de la variance de ce taux, proportion qui atteint les quatre cinquièmes ou plus lorsque l'on prend en compte des caractéristiques propres à l'anthropologie sociale (appartenance religieuse, part de l'habitat épars, etc.).

Il semble donc que les différences régionales du renouvellement des générations d'agriculteurs aient été assez largement prévisibles. Reste à savoir si les caractéristiques utilisées pour prévoir cette évolution sont toujours actuellement porteuses de prédictivité. Nous cherchons aussi à définir les caractères qui déterminent la chronique annuelle de l'ampleur nationale du phénomène. Nous étudions en outre les effets de l'établissement des Communautés Economiques Européennes sur la démographie agricole à travers le développement de la production et des exportations agro-alimentaires.

EN EXERGUE

Ainsi provoquées par la pauvreté agricole, se déroulent de profondes transformations de la démographie et des structures agricoles ainsi que des paysages. Cette pauvreté se trouve maintenant déplacée vers les villes.

Vient maintenant le temps des inversions de tendance avec, en particulier, le retour des populations vers l'espace rural. Plus qu'une conséquence de la récession économique, ce retour traduit une quête d'environnement plus conforme aux vœux des populations, sans forte modification de l'environnement de travail, certains adoptant néanmoins un mode de vie plus terrien (potager, etc.).

L'extension de la pauvreté citadine non agricole va-t-elle provoquer le retour à la terre souhaité par J. Méline ? L'histoire apporte en effet des exemples de ce type en période de récession économique, ce fut le cas lors du déclin des industries textiles locales à la fin du XIX^e siècle (Ph. Collomb, 1984). Le maintien sur le long terme d'un taux de chômage à deux chiffres pourrait-il le susciter ? C'est peu probable dans la situation actuelle caractérisée par l'impossibilité d'établir une micro-économie de subsistance en dépit de l'existence de textes juridiques permettant aux paysans de récupérer des terres en jachère.

N'oublions pas que, contrairement à ce que l'on pouvait observer dans la fin des années trente, l'économie de

2. A la suite de ces superficies minimum nécessaires pour constituer une exploitation de chaque type (a), le Ministère de l'Agriculture a procédé à plusieurs opérations du même type avec, successivement depuis 1958, la détermination des superficies de référence (b), des superficies minimum d'installation avant (c) et après la constitution des Schémas Départementaux (d).
a (la superficie communiquée pour 1958) n'a pas été retenue dans trois cas :

1/ a était supérieure au double de la superficie de référence (b). 2/ a était supérieure ou égale à la superficie minimum d'installation (c ou d). 3/ a était inférieure à la moitié de la superficie minimum d'installation (c ou d).

Un modèle linéaire liant 'a' et 'c' a été constitué à partir des 54 départements restant : $a = .57c + 1.42$.

Ce modèle a permis d'estimer les données manquantes.

subsistance a pratiquement disparu en France. Le retour pour reprendre l'exploitation d'un très petit bien est donc, aujourd'hui, pratiquement impossible. Les bâtiments des anciennes exploitations marginales ont maintenant disparu, les savoirs techniques locaux sont perdus, les taxes foncières sont, de plus, défavorables à l'exploitation éleveuse extensive du sol, etc. L'établissement d'une exploitation même pastorale est exigeante en capital, l'achat de deux « bêtes » coûteux. Inutile donc d'évoquer d'éventuelles immigrations d'un quelconque sous-prolétariat, qui se satisferait de terres abandonnées par les agriculteurs français. Ainsi le dernier recensement agricole ne montre-t-il aucune structure bimodale des exploitations élevagères (3).

Retour au rural, arrêt de la déprise agricole, reprise de la concentration urbaine, nouvel abandon de la terre ? *Ces inversions de tendance traduisent des phénomènes*

nouveaux aux conséquences difficiles à prévoir, à savoir l'interrogation de nos sociétés face à la nature même du développement, en partie conséquence de leur inquiétude existentielle face à l'évolution de leur environnement ; cet environnement qui, nous le savons, est constitué de ce qui est autour mais aussi, cela fait de ce terme un faux ami, ce que l'on met autour de soi et qui est pour beaucoup une image de soi. De telles remises en question dans les consciences peuvent conduire à de sensibles modifications de la gestion nationale des capacités en terre, en eau, en énergie, à des évolutions des modes de production, ainsi probablement qu'à de sensibles transformations des distributions spatiales et socio-professionnelles des populations.

Du travail pour les futurologues ! Il n'est plus temps de prolonger les tendances !

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BONTRON J.-C. et MATHIEU N. (1968). — L'espace rural français. Définition et évolution à long terme. *SEGESA*, septembre 1968.

COLLOMB Ph. — La mort de l'orme séculaire. Crise agricole et migration dans l'ouest Audois des années cinquante. Paris, *INED, Travaux et Documents*, n° 105-106.

COURGEAU D. (1978). — Les migrations internes en France de 1954 à 1975. Vue d'ensemble. *Population*, n°2, pp. 525-545.

COURGEAU D. (1982). — Les migrations internes en France de 1954 à 1975. Migrations et urbanisation. *Population*, n° 2, pp. 341-370.

ROYER J.-F. (1975). — L'exode agricole va-t-il bientôt tarir ? *INSEE, Publication restangle*.

3. On ne constate pas de mode pour les très petites exploitations élevagères.